

VAR-MATIN DU 16 juin 2014

À La Seyne, le projet de résidence à Bois Sacré fait des vagues



Philippe Raphaël (debout), président du CIL, entouré par les élus communaux et départementaux (à sa gauche) et une partie de son bureau (à sa droite) pendant l'assemblée générale à la batterie Bonaparte hier. FD

Lors de son assemblée générale, samedi, le Comité d'intérêt local de Balaguier - le Manteau - l'Eguillette a signifié son hostilité au projet qui prévoit la construction de 370 logements sur l'ancien terrain Total.

Tendue, parfois houleuse. L'assemblée générale du Comité d'intérêt local de Balaguier - le Manteau - l'Eguillette s'est tenue samedi matin à la batterie Bonaparte, en présence d'une importante délégation d'élus menée par Raphaële Leguen, première adjointe, représentant le maire, retenu par une remise de décoration, et Gilles Vincent, venu en sa qualité de conseiller général.

Le président du CIL, Philippe Raphaël, a démarré la réunion par un rapport d'activité sur l'année 2013, rappelant notamment l'intégration du CIL de Bois-Sacré à l'intérieur même de l'association. « Une avancée très forte a aussi été réalisée en 2013, avec le lancement de notre site Internet (<http://www.cilbme.fr> Ndlr) et une amélioration de nos moyens de communication électronique », a-t-il ajouté.

Il est ensuite revenu sur le projet de construction de 370 logements à Bois Sacré. De nombreux membres du comité ont d'abord interpellé Denise Reverdito, adjointe à l'Aménagement durable du territoire, qui s'est déclarée, par ses idées politiques écologistes plutôt opposée au projet. « *Je rêve, sincèrement, si l'on doit construire quelque chose là-bas, qu'il devienne un éco-quartier* », a-t-elle assuré.

Raphaële Leguen a, elle, appelé le CIL à dialoguer avec *Constructa*, le promoteur, afin de trouver un terrain d'entente qui convienne le plus possible aux deux parties, même si le Comité espère toujours l'annulation de ce projet de construction.

Des problèmes d'insécurité

M. Raphaël a rappelé dans un deuxième temps « *les problèmes de stationnement sur les trottoirs au niveau des trois corniches côté mer, et l'insécurité de Balaguier qui a nécessité une opération spéciale des forces de l'ordre* ». Certains membres de l'association ont également critiqué le manque de communication entre les services de police municipale et nationale.

Claude Astore, adjoint à la sécurité publique, a pris acte : « *Nous allons renforcer le partenariat déjà existant sur les échanges et le retour d'informations entre le service municipal et le service national* »

Raphaële Leguen a ajouté que la municipalité voulait interdire la circulation des poids lourds sur la corniche, et privilégier les modes de transport doux, que sont le vélo et la marche.

Manque de transports en commun

Le dernier point soulevé par le président du CIL concernait le manque de transports en commun pour desservir Balaguier.

« *En l'état actuel de la digue, la construction d'un ponton du réseau Mistral n'est pas possible. Mais un projet en ce sens, pour des voyageurs en provenance de Toulon est à l'étude* », a conclu la première adjointe.

La réunion, qui a duré plus de deux heures, s'est conclue par un pot de l'amitié offert par le CIL.